

Mme VALÉRIE BEAULIEU :

1730 Tout à fait. Tout à fait. Je pense que ça doit venir du service de la culture pour qu'on ait aussi cette évaluation-là qui est dans les publics du réseau Accès Culture et des bibliothèques, mais également sur les scènes montréalaises en général.

Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :

1735 Je vous remercie, par faute de temps nous allons réduire nos questions.

Mme VALÉRIE BEAULIEU :

Merci.

1740 **Mme ARIANE ÉMOND, coprésidente :**

Merci beaucoup.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1745 J'appelle maintenant, je vérifie si monsieur Julio Rivera-Gamarra est arrivé? Et je l'invite donc à se présenter à la table. Monsieur Rivera-Gamarra est de la Corporation culturelle latino-américaine de l'amitié COCLA arrondissement Saint-Laurent.

1750 **M. JULIO RIVERA-GAMARRA :**

C'est ça.

1755

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Et vous êtes accompagné de?

1760 **M. JULIO RIVERA-GAMARRA :**

Jessica Sbarra, c'est notre travailleuse de milieu...

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1765

C'est parfait. Alors, nous sommes tout ouïe. Nous vous entendons.

M. JULIO RIVERA-GAMARRA :

1770

Bonne journée, Monsieur les commissaires, Mesdames coprésidentes et merci pour nous donner ces moments-là pour... peut-être partager plutôt que j'ai vécu à Saint-Laurent depuis dix ans. Je suis d'origine péruvienne, ça fait 30 ans que j'ai migré ici. J'ai fait mes études. Je suis ingénieur informatique de métier, mais dans l'organisme communautaire j'ai rentré pour travailler à l'organisme latino-américaine COCLA. Elle est née en 1979, ça fait 40 ans. Je suis
1775 Canadien maintenant citoyen. Toute ma jeunesse j'ai vécu ici, voilà. Et dans tous ces parcours, le racisme... plutôt je parlerais de la discrimination systémique concernant ma communauté.

1780

Peut-être un petit rappel de Freddy Villanueva à Montréal-Nord, un petit jeune qui est décédé de profilage racial du côté policier qui l'ont tué en jouant les dés dans un petit parc. Ça nous fait souvenir. Mais maintenant, je ramène à COCLA.

1785

COCLA c'est un organisme qui travaille dans trois axes, à l'alimentation, qui travaille pour les aînés et aussi pour l'économie sociale et développement social aussi. Jusqu'à aujourd'hui je n'ai pas compris, Canada c'est un beau pays, Québec c'est un beau pays, une société extraordinaire. Alors, malgré tout la discrimination existe. Après 40 ans que nous avons presque

700 familles par semaine qu'on fournit, nous sommes l'organisme le moins soutenu financièrement. L'arrondissement nous donne 7 000 par année, même l'électricité ça me coûte 1 700 par mois. Imagine, pour acheter la nourriture ou des fois on reçoit des aliments de troisième classe pour donner aux enfants.

1790

Je pense l'être humain quelque part a besoin la dignité pour manger, parce qu'en arrière de ces familles-là, latino-américaines ou n'importe quelle, l'organisme est ouvert maintenant à toutes les sociétés. Il y a des enfants, il y a des aînés.

1795

Moi j'aimerais parler de discrimination individuelle, institutionnelle et le côté macro après. Individuelle je pourrais dire, n'a pas eu la chance COCLA de naître avec l'acronyme latino-américain. J'ai été questionné, j'ai déposé mon, pour l'émission, il a dit: « vous êtes un organisme latino-américain, on ne peut pas te donner. » Alors, j'étais choqué, par contre ma clientèle est de toutes origines de culture. Est-ce que nous on va payer ces péchés pour être un immigré avec les normes stéréotypées, comme Julio Rivera je suis, vous êtes latino. Tout de suite je suis stéréotypé.

1800

Notre arrondissement que je pourrais ramener, le facteur déterminant pour la discrimination systémique pour notre organisme ça passe par sa position politique, par son autorité, pour les pouvoirs et les privilèges. Autant que nous sommes, quand on dit la vérité, des fois nous sommes classés sur les murs pour manger la poussière.

1805

Alors, avec quels moyens l'organisme va soutenir par année 9 700 familles qu'on donne. Si on prend la chance que COCLA est en train de continuer sa mission, merci pour les citoyens parce que nous on veut donner les pouvoirs aux citoyens, maintenant on les sensibilise. Je pense, pour cohabiter il ne faut pas créer de problème, plutôt les solutions. Alors, COCLA c'est ça qu'elle fait avec l'économie sociale. Quand on a ouvert notre restaurant et l'arrondissement dit : je ne crois pas en l'économie sociale.

1810

1815 Nous on place environ une soixantaine des immigrants comme moi dans le marché de nouveaux arrivants. On ne peut pas garder, quand j'ai regardé ici le racisme et la discrimination systémiques, quelque part c'est une coquille qu'il a ouvert de 1980 quand la Cour suprême a défini la définition, le racisme, la discrimination systémiques sont nés.

1820 Alors ça fait longtemps encore la discrimination existe encore dans notre assiette, même. Quand on mange à la maison, la famille la plus démunie, financièrement exclue, est-ce qu'elle a le même accès à l'alimentation. À Saint-Laurent nous avons deux arrondissements qui sont éloignés accès alimentaire comme Nordgate et Place Benoît.

1825 Selon les études, elles disent l'accessibilité universelle sur l'alimentation c'est 500 mètres. Jusqu'à date, n'existe pas beaucoup de services à 500 mètres. Nordgate, le même. Les accès au transport. Complètement la couronne où je me rends, un aîné à mobilité réduite, est-ce qu'il va sortir, est-ce que ce n'est pas quelque part une discrimination systémique? La réponse est oui. Parce que cet aîné a quatre murs, sans accès, ne pourrait pas sortir.

1830 C'est la volonté de se parler. Les élus font le développement, mais à sa façon, sans consulter les citoyens. Millier d'argents il jette chaque année sans qu'aucunes retombées économiques et sociales pour notre communauté, même pour notre arrondissement. C'est triste, mais notre arrondissement Saint-Laurent c'est un arrondissement riche, mais une disparité. De
1835 l'autre côté les riches extrêmement riches et la pauvreté. C'est incroyable.

1840 Alors, je pense, les choses que je pourrais ajouter sur la lutte à l'inégalité, pour combattre ce type de discrimination je pense, c'est implanter minimum un comité permanent interculturel, dans tout l'arrondissement, il devrait y avoir une instance une fois par année pour faire la consultation publique. Ça nous permettra la gouvernance, les rôles et responsabilités des organismes, institutions et les instances du gouvernement aussi. Même pour les payeurs, je me souviens quand j'ai siégé au Conseil, le conseil même gérait la table de concertation, dans ma tête n'existait pas ça.

1845 Alors, je pense, la table de concertation c'est pour encourager, pour unir, pour travailler pour se développer, et je pense les instances comme l'arrondissement, les instances comme le gouvernement provincial des CIUSSS devrait avoir les rôles, responsabilités comme ailleurs au Québec on développe. Je pense, c'est ça qui manque des rôles de responsabilité bien définis pour que notre institution soit plus équitable financièrement. Notre organisme toujours a été
1850 rejeté financièrement pour notre initiative.

 Alors, COCLA c'est un organisme qui continue sa mission. Merci les citoyens, parce que nous on travaille avec eux et on travaille... Voilà, autre chose, comme latino que je pourrais ramener c'est que les aînés qui sont longtemps qui sont immigrés ça fait 30, 40 ans qu'ils sont
1855 immigrés, maintenant ils sont très vieux.

 Mais le problème c'est à cause de son âge, à cause accès à la langue, ça isole complètement. C'est un facteur déterminant. Des fois, sans financement, l'organisme ne peut pas faire rien des activités, une activité ça coûte très cher même le centre de loisirs à Saint-Laurent nous avons un seul centre de loisirs pour 110 000 habitants. Ce n'est pas normal. Ce
1860 n'est pas normal. Les aînés aussi le problème c'est la langue aussi. Notre organisme, on développe des initiatives pour les langues. Les anglophones ont besoin pour eux, aussi pour les francophones et non aux francophones et non anglophones aussi, il manque beaucoup de travail à faire.

 Et je pense aux recommandations nous voulons que la discrimination systémique des organismes issus de la communauté multiculturelle une fois pour toutes devrait arrêter. Des fois je me dis ce sont des dirigeants. Si moi j'aimerais changer mon nom de peut-être Julio à Julius, peut-être j'aurais la chance pour avoir mon salaire, mon salaire même je pourrais comparer.
1870 C'est précaire.

 Mon engagement que je ferais c'est que je travaille pour ma communauté pour les enfants, mais un jour je quitterai parce que notre organisme vraiment manque de professionnels. C'est très dur financièrement, nous sommes très serrés aussi. Et quelque part, la discrimination

1875 macro ça devient... si une famille qui vient, qui on le donne dans cette famille et là, cinq ou six familles qui sont mal nourris, alors quelque part moi je le vois, c'est récurrent. Des fois nous on parle avec des politiciens. Les compromis, il en a, mais la réalité pour avoir l'indicateur financier ou de performance, on n'est pas là. La volonté est là. Tout on fait.

1880 Voilà, c'est ça que je pourrais ramener. L'arrondissement Saint-Laurent, comme on dit plus de 20 ans qui sont dans les pouvoirs, sont bien enracinés, il a des amis, si nous sommes pas votre ami, c'est exclu. C'est ça que j'ai vécu, 10 ans que j'ai constaté jour à jour, mois à mois, année à année. Et ce n'est pas évident, mais nous en train de travailler, on fait de bons partenariats avec d'autres organismes, on travaille ensemble avec autre gouvernement, mais
1885 toujours c'est le temps de dire la vérité. On ne peut pas cacher. Si je cache tout, je suis complice de cette machine.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1890 Merci infiniment, Monsieur Rivera-Gamarrá. Dites-moi, il y a plusieurs réalités aujourd'hui au jour le jour que vous nous avez exposées et l'opportunité de votre offre de service, mais la non-reconnaissance financière de ce que vous faites, au niveau des demandes de financement.

1895 Est-ce qu'au niveau des demandes de financement, c'est-à-dire ce que vous approchez pour la contribution financière ce sont les instances municipales ou vous avez d'autres sources de financement?

M. JULIO RIVERA-GAMARRA :

1900 Nous on a appliqué à (inaudible). On nous a donné, mais cette année nous avons eu 700 \$ d'indexation, 700 \$ ce n'est pas assez pour la quantité, le volume de service qu'on fait. 430 tonnes de nourritures par année, en plus nous on achète avec contributions des familles mêmes et je pense que la question d'équité. L'arrondissement il a les moyens, il y a des autres

1905

organismes qui reçoivent quatre, cinq enveloppes par année et nous zéro. Alors, c'est pas, c'est une question de transparence.

1910

Si ce type d'engagement, discrimination systémique vers un organisme, on enlève ça, je pense, les citoyens seront gagnants. Des fois je dis: pour manger de meilleures pommes, on va l'avoir, mais il faut se battre maintenant. C'est le temps.

1915

Le mois d'octobre, nous avons eu la mobilisation, dans la mobilisation, dans les parcs, nous on était interdit d'avoir des chapiteaux. Ils ont dit, vous voulez être partenaire de nous. Est-ce pour travailler ensemble, les citoyens, est-ce qu'il faut être obligatoire partenaire? Les citoyens sont venus. C'est ça que nous ont vécu en réalité, c'est très frustrant.

1920

Et j'aimerais que dans le futur, pas mal les études, les recommandations que j'ai trouvées, les solutions, les bonnes solutions aussi, quelques part c'est notre gouvernance qui n'est pas bien travaillée, il n'a pas l'engagement citoyen non plus. Les citoyens sont complètement isolés, mais le pouvoir c'est plus pour les minorités et la pauvreté, ça commence de plus en plus à augmenter dans les différents territoires de notre arrondissement.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1925

Et vous parliez de l'institution d'un comité permanent, interculturel, comment est-ce que vous voyez ça? Ce sont des gens qui seraient nommés, qui seraient rémunérés, qui seraient des bénévoles, le travail est ad hoc ou bien...?

M. JULIO RIVERA-GAMARRA :

1930

Plutôt seraient bénévoles les citoyens nommés pour accompagner, recommander notre élu. Et nous avons la table de concertation, deux tables de concertation pour participer et eux seront le pont entre les élus et aussi pour la table de concertation pour recommander certaines recommandations de la table aussi. Et aussi, avec une assemblée, une fois par année pour

1935 analyser la cohabitation et le problème qu'il vit dans notre arrondissement. Par exemple, le comité pourrait deux ou trois qui pourraient être porte-paroles nommés par les citoyens mêmes et la table de concertation.

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

1940 D'accord. Est-ce que mes collègues... Oui, Monsieur Thuot?

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

1945 Oui. Vous avez évoqué, s'agissant de votre arrondissement, de l'arrondissement dans lequel vous êtes impliqué l'absence de soutien au niveau de la gestion du financement. Qu'est-ce qu'idéalement un arrondissement bien outillé en termes de politique devrait avoir comme principes généraux de soutien aux organismes communautaires qui sont sur son territoire? Je vous pose la question parce que je suis en train de naviguer sur Internet, j'ai dit je vais aller voir l'arrondissement Saint-Laurent, je pense. Est-ce que l'arrondissement a une politique de gestion par rapport aux organismes puis dans d'autres arrondissements longs. J'ai pas trouvé cette documentation-là.

1950

1955 Alors, si vous pouvez un peu nous éclairer sur la dynamique de l'arrondissement, qu'est-ce qui manque au niveau de l'arrondissement pour assurer que tous les organismes sur son territoire sont traités équitablement et qu'on ne fasse pas une omission de service pour certains organismes plutôt que d'autres.

M. JULIO RIVERA-GAMARRA :

1960 L'arrondissement il a la reconnaissance des organismes, la reconnaissance des organismes, ce sont des organismes accrédités. Et notre organisme il est accrédité, mais le problème c'est que jamais il y a eu un état général à Saint-Laurent, jamais. Il a été généraux comme il pourrait implanter à ce moment-là tous les éléments, tous les éléments pourraient être

1965

identifiés pour corriger et travailler ensemble. À ce moment-là, c'est comité même qu'on pourrait avoir dans l'instance, pourrait lancer l'état généraux une fois, une année pour cinq à dix ans pour recommander qu'est-ce qu'on va faire ensemble.

1970

À ce moment-là, les élus, l'arrondissement, les instances de l'arrondissement, les centres de loisirs, toute la gouvernance de l'arrondissement même pourrait être touchée pour harmoniser ce type de développement qui pourrait avoir développement social, développement économique, le pouvoir des citoyens. Aussi, la limite. Aussi, on pourrait réglementer les organismes aussi, réglementer aussi les organismes. Combien en fonds public pourrait être octroyé à l'arrondissement. Et jusqu'à date, il y a des arrondissements qui reçoivent, qui donnent deux, trois, quatre par année de financement. Alors, par contre, les autres organismes complètement sont exclus.

1975

Je pense qu'il manque ce type d'entente, un état généraux, sérieux avec notre élu, avec notre citoyen, avec notre acteur de milieu comme la table de concertation et les organismes. C'est entente qu'il manque à Saint-Laurent. Je ne sais pas. Je ne peux pas parler pour autres arrondissements, ailleurs se passe très bien, j'ai entendu. Mais notre arrondissement est spécial.

1980

M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire :

Merci.

1985

Mme MARYSE ALCINDOR, coprésidente :

Écoutez, il me reste à vous remercier pour votre témoignage. C'est important de vous avoir entendu, merci et bonne fin de journée.

1990

M. JULIO RIVERA-GAMARRA :

Merci beaucoup.